

**Séance ordinaire du  
jeudi 21 décembre 2017**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt et un décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Hors Délégation**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Chantal MARION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

**Absents :**

Djamel BOUMAAZ, Alex LARUE.

## **Rapport sur la Politique de la ville 2016**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La réforme de la politique de la ville, qui s'est traduite par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, est conduite dans l'objectif d'assurer l'égalité entre les territoires, de réduire les écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

La métropole est devenue compétente en matière de politique de la ville et, à ce titre, a signé le 10 juillet 2015 son contrat de ville, en étroite association avec la Ville de Montpellier et l'Etat notamment.

Afin de rendre compte des actions mises en œuvre et développées au bénéfice des habitants des 12 quartiers prioritaires, tous situés au sein de la Ville de Montpellier et conformément au décret du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont tenues de rédiger un rapport annuel sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville.

Ce rapport 2016 est organisé en 4 parties :

- Le rappel de la stratégie et des principales orientations du contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- La gouvernance et les modalités de mise en œuvre du contrat de ville ;
- Le bilan par objectif opérationnel ;
- Le bilan par territoire.

Le rapport s'appuie sur les 5 objectifs opérationnels du contrat de ville qui constituent son ossature :

- 1- Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
- 2- La mixité sociale dans le logement et la poursuite du renouvellement urbain ;
- 3- Renforcer la mixité sociale à l'école et le soutien aux adolescents ;
- 4- Renforcer l'accessibilité aux services et aux équipements ;
- 5- Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité

Dans un souci de lisibilité, il a été décidé de mettre en avant dans le rapport quelques projets et mesures structurants au sein de ces 5 objectifs opérationnels plutôt que de retracer dans le détail l'ensemble des actions menées.

De manière globale, le rapport 2016 politique de la ville fait état d'un engagement financier de l'ensemble des partenaires à hauteur de 27 M€ sur la totalité des enjeux du contrat de ville. Ces montants comprennent en premier lieu la mobilisation de chaque partenaire au titre de ses politiques de droit commun. Ils intègrent également la mobilisation des crédits des partenaires au titre de l'appel à projets du contrat de ville qui a vocation à soutenir principalement des opérateurs associatifs dont les projets répondent à ces enjeux.

La répartition financière par enjeu traduit les priorités que les partenaires ont voulu donner à ce contrat de ville et reflète les problématiques prioritaires vécues par les habitants, notamment le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion (plus de 10 M€), l'éducation (près de 7 M€) et l'accès aux droits et services (3,6 M€).

Au niveau du seul appel à projets, les partenaires ont engagé plus de 3 M€ de crédits pour la mise en œuvre de ces 5 objectifs opérationnels. La répartition géographique de ces crédits montre une prédominance sur 3 quartiers : Mosson (34%), Petit Bard-Pergola / Cévennes (plus de 20%), Gély Figuerolles (plus de 12%), quartiers historiques de la politique de la ville concentrant la plus grande densité démographique, en particulier le quartier de la Mosson. Cependant, une dynamique est observée sur les nouveaux territoires entrants de la politique de la ville avec le développement d'actions dans leur direction. Cette dynamique sera à poursuivre dans le temps, en renforçant notamment l'approche territoriale du contrat de ville afin de cibler plus précisément les actions les plus appropriées pour chaque quartier.

Ce rapport a fait l'objet d'une transmission pour avis aux 12 conseils citoyens présents sur les territoires de la politique de la ville. Ces avis sont annexés au présent rapport annuel.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le présent rapport annuel sur la politique de la ville 2016 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 61 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 22 décembre 2017**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport Politique de la Ville

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20171221-17550-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 28/12/17  
Réception en Préfecture : 28/12/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.